

DES LOCAUX



Ordre des
masseurs-kinésithérapeutes

Mise à jour 13.11.2010

ARTICLE :

> Art. R. 4321-114

> Art. R. 4321-78
(csp)

DANS CE NUMÉRO :

Exercice illégal 1

Salle d'attente,
entrée communes 2

Location partielle 2

Questions et cas
particuliers 2

Interdiction d'exerci- 3
ce dans local com-
mercial

Kinésiologie 4

ART. R. 4321-114.

LOCAUX/RÈGLES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Le masseur-kinésithérapeute dispose, au lieu de son exercice professionnel, d'une installation convenable, de locaux adéquats permettant le respect du secret professionnel et de moyens techniques suffisants en rapport avec la nature des actes qu'il pratique.

Au domicile du patient, le masseur-kinésithérapeute doit, dans la limite du possible, disposer de moyens techniques suffisants. Dans le cas contraire, il propose au patient de poursuivre ses soins en cabinet ou dans une structure adaptée. Il veille notamment, en tant que de besoin, à l'élimination des déchets infectieux selon les procédures réglementaires.

Il veille au respect des règles d'hygiène et de propreté. Il ne doit pas exercer sa profession dans des conditions qui puissent compromettre la qualité des soins ou la sécurité des personnes prises en charge.

ART. R. 4321-78 (CSP)

DEVOIRS GÉNÉRAUX DES M.K.

« Sont interdites la facilité accordée ou la complicité avec quiconque se livre à l'exercice illégal de la masso-kinésithérapie. »

Il est donc recommandé de :

- **Ne pas partager le cabinet** avec quiconque se livre à l'exercice illégal,
- Ne pas être actionnaire d'un centre de bien-être se livrant à l'exercice illégal,
- Ne pas tirer profit des exercices illégaux.

QUESTIONS ET CAS PARTICULIERS

Salle d'attente, entrée communes
Dès lors que chaque professionnel dispose de ses locaux personnels, une salle d'attente, une entrée peuvent être communes.

Peut-on utiliser ses locaux professionnels pour d'autres activités que la masso-kinésithérapie y compris en salariant d'autres professionnels ?

Déontologiquement cela semble licite à condition de respecter les articles R. 4321-54, R. 4321-55, R.4321-68, ainsi que les articles concernant la publicité (R. 4321-67, R. 4321-124) et que ces activités soient en rapport avec la santé (thérapeutique, prévention, bien-être) afin d'éviter toute dérive et qu'un cabinet de masso-kinésithérapie ne devienne une salle « polyvalente ».

Par ailleurs, l'image de la profession, les conditions d'hygiène et le secret professionnel doivent notamment être préservés.

Locaux distincts
La convention nationale précise que « pour donner lieu à remboursement sur la base des tarifs conventionnels, les soins dispensés doivent être effectués soit à domicile en cas de nécessité médicale, soit dans des locaux distincts de tout local commercial et sans communication avec celui-ci ».

Un masseur-kinésithérapeute peut-il louer une partie de son local professionnel à une esthéticienne, voire la salarier ?

En cas de publicité pour la pratique esthétique, il devra veiller à ce que celle-ci n'ait pas de retombées sur son activité thérapeutique et, bien entendu, à ne pas faire pratiquer des actes de du monopole des masseurs-kinésithérapeutes à cette esthéticienne.

Un MK peut partager son local avec une esthéticienne qui est prestataire de services et non commerçante, dès lors qu'elle ne vend pas de produits cosmétiques ou autres.

Dans le cadre d'une activité exclusivement à domicile un MK peut-il partager un local avec un naturopathe et un pratiquant de la «micro kinésithérapie» non conventionné ?

Question ambiguë qui nécessite d'envisager plusieurs hypothèses.

Si le MK n'utilise pas ce local dans le cadre de ses consultations, n'a donc pas de plaque, ni de permanence, ni de secrétariat, il se trouve dans la situation d'un bailleur quelconque. On peut même se demander quel est l'intérêt de partager ce local. Si ce n'est pas le cas, la cohabitation avec le MK non conventionné ne suscite aucune difficulté. En revanche, il convient d'attirer l'attention du MK sur le fait que l'exercice de la naturopathie peut être considéré comme un exercice illégal de la médecine, voire de la pharmacie, avec un risque de complicité pour les deux MK. En cas de contentieux, le juge apprécierait les conditions contractuelles et réelles de la cohabitation.

Location
Un Masseuse-Kinésithérapeute peut louer une pièce de son cabinet à un ostéopathe.

L'article R. 4321-73 CSP interdit l'exercice dans un local commercial et dans tout autre lieu où sont mis en vente des produits ou appareils figurant dans la liste des dispositifs médicaux qu'un MK peut prescrire. C'est bien sûr dans les deux types de locaux que l'exercice est interdit. Ainsi, à titre d'exemple, la masso-kinésithérapie ne peut pas être pratiquée dans une pharmacie.

Je vais suivre aux USA une formation à la rééducation de lésions médullaires. Sera-t-elle reconnue en France, sinon puis-je pratiquer cette technique ?

S'agissant d'une technique de rééducation, le MK étant libre du choix de ses techniques, rien ne s'oppose à cette pratique hormis le cas où celle-ci contreviendrait aux textes français. Puis-je dispenser ces soins dans un local associatif et comment les facturer ?

Déontologiquement le local sera considéré comme cabinet secondaire voire comme domicile. Quant à la facturation de ces actes et d'éventuelles indemnités de déplacement, il s'agit de problèmes conventionnels et non déontologiques sous réserve de respecter l'article R. 4321-98.

Par conséquent, nous ne pouvons que vous conseiller de prendre l'attache de l'Assurance Maladie, du service médical de la Caisse de CPAM et d'un syndicat signataire de la convention nationale.

Quelles sont les obligations légales pour ouvrir une salle de sport-fitness ? Le diplôme de masseur-kinésithérapeute suffit-il ?

Notre diplôme donnant l'équivalence du BEES 1, est suffisant. Mais la salle devra répondre aux critères fixés par la réglementation concernant les établissements d'activité physique et sportive ainsi que les règles du code de l'urbanisme (accueil du public, sécurité etc.)

Un masseur-kinésithérapeute peut-il souscrire un contrat d'utilisation d'un « espace détente » (piscine, hammam etc.) ?

Rien ne semble s'y opposer, sous condition que l'usage de ces installations soit temporairement réservé exclusivement au masseur-kinésithérapeute, pour éviter toute confusion avec des activités autres que kinésithérapiques.

Un masseur-kinésithérapeute est-il autorisé à mettre son local professionnel deux après-midi par semaine à la disposition d'une personne exerçant la kinésiologie ?

La commission nationale de déontologie a déjà émis des recommandations sur le partage des locaux.

Rappelons que le partage des locaux a été admis à condition de respecter les articles R. 4321-54, R. 4321-55, R. 4321-68 ainsi que les articles concernant la publicité R. 4321-67 et R. 4321-124, et que ces activités soient en rapport avec la santé (thérapeutique, prévention, bien-être) afin d'éviter toute dérive et qu'un cabinet de masso-kinésithérapie ne devienne une salle polyvalente.

Concernant l'exercice de la kinésiologie par un non-masseur-kinésithérapeute ou un non professionnel de santé dans un cabinet de masso-kinésithérapie, nous ne pouvons qu'émettre les plus expresses réserves pour différentes raisons.

La kinésiologie n'est ni définie ni reconnue dans le code de la santé publique. Les formations dispensées sont diverses et très courtes. Les trois formes de kinésiologie pratiquées (Touch for health, Brain gym, One Brain) font appel à des méthodes issues de la psychothérapie et de médecines alternatives très discutées.

La Mission interministérielle chargée de la vigilance et de la lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) a appelé à plusieurs reprises l'attention sur la kinésiologie. Plusieurs associations de victimes de la kinésiologie se sont constituées.

Enfin, en cas de plainte pour exercice illégal de la masso-kinésithérapie ou de la médecine contre le kinésologue, la complicité du masseur-kinésithérapeute loueur pourrait être recherchée.

Pour conclure, si un masseur-kinésithérapeute choisissait de partager son local avec un kinésologue, il devrait au minimum garantir le respect du secret professionnel (tous ses dossiers devront être inaccessibles) et s'assurer, en cas de publicité par le kinésologue, que celle-ci n'ait aucune retombée sur son activité thérapeutique.

Partage de locaux et activités annexes :

Un masseur-kinésithérapeute et une esthéticienne peuvent utiliser une installation commune de balnéothérapie ; les horaires devront être distincts.

Pour toute information
complémentaire,
n'hésitez à contacter le
05 56 50 23 11

182-184 rue Achard
33300 Bordeaux

Tél.: 05 56 50 23 11
Fax : 05 56 50 32 72

Courriel :
cdo33@ordremk.fr



www.ordremk.fr et www.ordre-mk33.com

A consulter également les brochures :

- Guide pratique d'Installation
- Normes d'accessibilité aux personnes handicapées

Les éléments figurant dans cette brochure sont de caractère strictement indicatif et temporaire. Le Conseil Départemental de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes de la Gironde se réserve le droit de les ajuster périodiquement .